



Villepinte, le 16 juin 2020

# **COVID-19**

## **MESURES EXCEPTIONNELLES**

### **NE LACHONS RIEN !**

Lors du **CHSCT extraordinaire du 28 avril 2020** dédié aux mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire liée au virus COVID-19, les représentants FO ont demandé que les agents placés en arrêt maladie dérogatoire ne soient pas pénalisés sur leur salaire et leur prime de service à l'instar des personnels placés en Autorisation Spéciale d'Absence (ASA) pour garde d'enfants ou télétravail. La direction du CDEF n'a pas accédé à notre demande nous indiquant attendre les directives gouvernementales à ce sujet.

**Dans notre tract du 4 mai dernier**, nous avons réitéré la nécessité que les agents placés en maladie dérogatoire ne soient pas lésés par cette crise sanitaire inédite. Nous avons alors exigé auprès de la Direction du CDEF l'abandon notamment de l'abattement sur leur prime de service, malheureusement en vain.

FORCE OUVRIERE n'a jamais désarmé face à cette injustice concernant les personnels en situation de vulnérabilité durant cette crise sanitaire.

**APRES UNE RECHERCHE ACCRUE DES TEXTES REGLEMENTAIRES, NOUS AVONS FINALEMENT  
PU OBTENIR GAIN DE CAUSE A CE SUJET !**

### **MALADIE DEROGATOIRE ET A.S.A.**

Dans le contexte de pandémie de Covid-19, tous les employeurs des établissements de protection de l'enfance avaient l'obligation de mettre en place des Plans de Continuité d'Activité tout en veillant sur la santé de leurs salariés.

Dès le 14 mars 2020, le Haut Conseil de Santé Publique (HCSP) a établi une liste de 11 critères pathologiques classant certains personnels comme les "*plus vulnérables*" compte tenu des risques de ce virus, préjudiciables à leur santé.

Parmi ces "personnes vulnérables", certains agents du CDEF ont pu être placés en télétravail bien que la Direction n'ait pu fournir le matériel nécessaire à tous les personnels. Tandis que d'autres, dont les fonctions nécessitaient de travailler en "présentiel", ont été dans l'obligation de solliciter un arrêt de travail dérogatoire, via le site de l'assurance maladie AMELI ou directement auprès de leur médecin traitant, compte tenu du risque important pour leur santé.

**Cependant ces agents, placés en arrêt maladie, ont subi une TRIPLE SANCTION au regard de :**

- l'application de jour de carence, entre 1 et 3 jours en fonction de leur statut
- la diminution de salaire à demi-traitement pour certains
- l'abattement sur leur prime de service pour chaque jour d'arrêt maladie (fonctionnaire)

Syndicat FORCE OUVRIERE du C.D.E.F.

Avenue du président Coty 93420 Villepinte - Portable : 06.09.64.18.62 – Fax : 01.41.51.16.09

Mail : [forceouvriercdef@gmail.com](mailto:forceouvriercdef@gmail.com) Site : <http://forceouvriercdef93.e-monsite.com>

Pourtant, la Circulaire du 17 mars dernier de la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique (DGAFP) précise clairement que les personnes vulnérables ou agents vivants avec une personne vulnérable doivent être placés en **Autorisation Spéciale d'Absence (ASA)** en lieu et place du congé maladie.

**FORCE OUVRIERE A DONC ALERTE LA DIRECTION DU CDEF A CE SUJET  
ET A EXIGE QUE LA SITUATION ADMINISTRATIVE DE CHAQUE AGENT  
PLACE EN ARRET MALADIE DEROGATOIRE SOIT REGULARISEE  
LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE**

*Si vous vous trouvez dans cette situation, nous vous encourageons à transmettre une demande de régularisation auprès de votre gestionnaire RH, par mail, accompagnée d'un certificat médical de votre médecin traitant spécifiant que vous êtes une personne vulnérable (votre pathologie ne doit pas être précisée car elle relève du secret médical et ne concerne pas le service des Ressources Humaines).*

***Pour toutes demande de renseignements ou difficultés rencontrées à ce sujet,  
N'hésitez pas à contacter le syndicat FORCE OUVRIERE***

## **INDEMNISATION et MAJORATION EXCEPTIONNELLE des HEURES SUPPLEMENTAIRES**

Un nouveau décret en date du 11 juin 2020 portant sur l'indemnisation et la majoration des heures supplémentaires réalisées pendant la période épidémique, a été publié au Journal Officiel le 14 juin 2020.

PERSONNELS CONCERNES : Titulaires / Stagiaires / Contractuels

PERIODE PRISE EN COMPTE : H.S. réalisées entre le 1<sup>er</sup> mars et 30 avril 2020

CONDITIONS D'ATTRIBUTION : Sont considérés comme H.S., les heures effectuées, à la demande du chef d'établissement, en dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail

	<b>DECRET RELATIF A LA REMUNERATION DES H.S. DANS LA FPH</b>	<b>DECRET PORTANT MAJORATION DES H.S. DANS LA FPH SUR LA PERIODE DU 1<sup>ER</sup>/03/20 AU 30/04/20</b>
Contingent mensuel	<b>20 H / mois maximum</b>	Dépassement du contingent si circonstances exceptionnelles et après autorisation du Préfet du Département
Pour les <b>14 premières H.S.</b>	Majoration de <b>25 %</b>	Majoration de <b>87,5 %</b>
A partir de la <b>15<sup>e</sup> H.S.</b>	Majoration de <b>27 %</b>	Majoration de <b>90,5 %</b>
H.S. de <b>nuît</b> (à partir de 21h00)	Majoration de <b>100 %</b>	Majoration de <b>150 %</b>
H.S. <b>dimanche</b> ou <b>jour férié</b>	Majoration de <b>66 %</b>	Majoration de <b>99 %</b>

**Ces heures supplémentaires sur-majorées, effectuées durant la période d'épidémie sanitaire, devront être payées sous la forme d'une seule indemnisation au plus tard au 1<sup>er</sup> septembre 2020**

Syndicat FORCE OUVRIERE du C.D.E.F.

Avenue du président Coty 93420 Villepinte - Portable : 06.09.64.18.62 – Fax : 01.41.51.16.09

Mail : [forceouvriercdef@gmail.com](mailto:forceouvriercdef@gmail.com) Site : <http://forceouvriercdef93.e-monsite.com>

## **PRIME EXCEPTIONNELLE COVID-19 pour les ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX**

**Lors de notre dernier tract**, nous vous avons précisé que le projet de délibération de la prime exceptionnelle devait impérativement être soumis aux instances représentatives du personnel avant que l'attribution effective de cette dernière.

**Suite aux négociations menées le 14 mai** concernant cette prime exceptionnelle, les représentants FO ont réitéré la demande d'inscription de ce point au CHSCT du 4 juin (en amont du CTE du 11 juin) afin que ce projet de délibération soit également voté par les représentants du personnel (point accepté précédemment par la Présidente lors du CHSCT du 28 avril dernier). Bien que ce sujet soit un point réglementaire du CTE, aucune législation ne s'oppose de porter légitimement ce sujet au vote du CHSCT compte tenu du lien entre le contexte de crise sanitaire et l'attribution de cette prime. Cela était néanmoins sans compter sur le refus plein et entier des membres CHSCT de l'autre organisation syndicale représentative au CDEF.

**La veille du CTE du 11 juin**, un nouveau projet de délibération reprenant les propositions de la Direction évoquées lors des négociations nous a été soumis, ajoutant deux conditions, à savoir : « - *attente de textes nationaux qui viendront préciser et encadrer les modalités d'attribution et de versement de la prime.*

- *Accord préalable de l'autorité tarificaire* »

Malgré la parution imminente du décret relatif au versement d'une prime exceptionnelle pour les personnels des établissements sociaux et médico-sociaux des 3 fonctions publiques dont nous étions informés (contrairement à nos homologues qui n'ont cessé de nous invectiver et n'ont pas souhaité prendre part au vote), les représentants **FORCE OUVRIERE** ont voté **POUR** le projet de délibération pour l'attribution d'une **PRIME EXCEPTIONNELLE** considérant ce dernier comme juste au regard des risques importants encourus pour la santé des salariés ayant travaillés en présentiel entre le 16 mars et le 17 mai inclus

	<b>Projet de délibération de l'attribution d'une prime exceptionnelle au CDEF 93</b> (voté au CTE le 11 juin 2020)	<b>Décret relatif à la prime exceptionnelle des personnels des ets sociaux de la FPH</b> (publié au JO le 13 juin 2020)
<b>PERSONNELS CONCERNES</b>	Toutes professions confondues : titulaire, contractuel, vacataire (excepté intérimaires)	Toutes professions confondues : titulaire, contractuel, vacataire (excepté intérimaires)
<b>PERIODE PRISE EN COMPTE</b>	Entre le 16 mars et 17 mai inclus	Entre le 1 <sup>er</sup> mars et 30 avril inclus
<b>CONDITION D'ELIGIBILITE</b>	Présence effective sur la période de référence	Présence effective sur la période de référence (télétravail inclus)
<b>MONTANT DE LA PRIME</b>	<b>35 € net / jour de présence</b> (Différentiel au plus juste entre le nombre d'heures journalières réellement effectuées et la quotité initiale journalière)	<b>1000 € (et non 1500€)</b> (cf. ets mentionnés au 1 <sup>er</sup> du I de l'art. L312-1 et à l'art. L.421-2 du CASF, bien que les agents soient hospitaliers et le CDEF situé dans les 40 départements les plus touchés par le Covid-19)
<b>REGLES D'ABATTEMENT</b>	<b>Aucun abattement</b>	<b>50 % de la prime en cas d'absences d'au moins 15 jours calendaires</b> <b>Aucune prime en cas d'absences de plus de 30 jours calendaires</b> (NB : Absences hors : congés, RTT, maladie ou AT avec présomption d'imputabilité au virus Covid-19)

Syndicat FORCE OUVRIERE du C.D.E.F.

Avenue du président Coty 93420 Villepinte - Portable : 06.09.64.18.62 – Fax : 01.41.51.16.09

Mail : [forceouvriercdef@gmail.com](mailto:forceouvriercdef@gmail.com) Site : <http://forceouvriercdef93.e-monsite.com>



## FO défend l'accès aux Etudes Promotionnelles et aux Formations Qualifiantes

FLASH INFO ANFH

Depuis le premier jour de la crise sanitaire liée au COVID-19 l'ensemble des agents hospitaliers, de tous grades, se sont totalement, engagés avec un professionnalisme sans faille dans l'exécution de leurs tâches respectives.

Par le fait du confinement et des mesures sanitaires nécessaires pour faire face à la pandémie, aucune formation n'a pu se faire depuis le mois de Mars 2020, et toutes ne pourront pas être reportées sur 2021. Ainsi, un volume financier sur la cotisation « Plan de Formation 2,1 % » est disponible.

Pour la Fédération FO-SPS, il est inconcevable d'imaginer perdre une partie du volume financier non utilisé, car il s'agit du salaire différé des agents hospitaliers non consommé du fait de la crise sanitaire. Il est essentiel que cet argent soit intégralement utilisé pour la formation. En conséquence, il serait donc inacceptable que les établissements cotisants soient exonérés ou qu'une nouvelle ponction soit mise en œuvre par le ministère.

Lors du Conseil d'Administration de l'ANFH qui s'est déroulé le 28 MAI 2020 les représentants Force Ouvrière ont défendu, et obtenu, par le vote à l'unanimité, le principe permettant aux établissements hospitaliers de pouvoir utiliser ces fonds non consommés pour les formations engagées cette année et qui se poursuivront durant l'année 2021, 2022, 2023...

Par ailleurs, des enveloppes complémentaires ont également été votées à hauteur de 13 Millions d'Euros pour le Fond Mutualisé pour les Etudes Promotionnelles, 5 Millions pour le Fond de Qualification et Compte Personnel de Formation et 5 Millions pour le Congé de Formation Professionnel.

Ainsi, le nombre de départ en Etudes Promotionnelles ou en Formation Qualifiantes doit être revu à la hausse de façon significative dès la rentrée de Septembre 2020, comme cela a pu être rappelé par la Fédération FO-SPS lors de son dépôt de cahier revendicatif dans le cadre de l'ouverture des discussions sur le « Ségur de la santé ».

Paris, le 5 Juin 2020